

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2012-2013

17 DÉCEMBRE 2012

VII^e ASEP « *Asia-Europe Parliamentary Partnership* », 3 et 4 octobre 2012, Vientiane (Laos)

**RAPPORT
DE
M. TORFS**

I. INTRODUCTION

Les 3 et 4 octobre 2012 s'est tenue à Vientiane (Laos) la 7^e conférence de l'ASEP, le Partenariat parlementaire Asie-Europe.

Cette conférence est organisée tous les deux ans, alternativement dans un État membre européen et dans un État membre asiatique. Le Parlement belge a été amené à jouer un rôle spécifique à l'occasion de cette conférence, car il était l'hôte de la 6^e rencontre de l'ASEP en 2010.

M. Rik Torfs a participé aux travaux au nom du Parlement fédéral belge.

La prochaine conférence de l'ASEP se déroulera en Europe en 2014, mais l'endroit exact n'est pas encore connu.

II. OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE ET CONTRIBUTIONS DES PRINCIPAUX INTERVENANTS

A. Ouverture de la conférence par Mme Pany Yathotou, Présidente de l'Assemblée nationale du Laos

Après le mot de bienvenue traditionnel, l'intervenante souligne la première participation de l'Australie,

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2012-2013

17 DECEMBER 2012

VII ASEP « *Asia-Europe Parliamentary Partnership* », 3 en 4 oktober 2012, Vientiane (Laos)

**VERSLAG
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER TORFS**

I. INLEIDING

Op 3 en 4 oktober 2012 vond te Vientiane (Laos) de 7de vergadering plaats van ASEP, het « *Asia-Europe Parliamentary Partnership* ».

Deze vergadering vindt tweejaarlijks plaats, alternerend in een Europese en Aziatische lidstaat. Het Belgische parlement diende een specifieke rol te vervullen tijdens deze vergadering aangezien het in 2010 gastheer was voor de 6de ASEP vergadering.

Namens het Belgische federale parlement nam de heer Rik Torfs deel aan de werkzaamheden.

De volgende ASEP vergadering zal plaatsvinden in Europa in 2014. Een exacte locatie is nog niet bekend.

II. OPENING VAN DE CONFERENTIE EN BIJDRAGEN DOOR DE KEYNOTE SPREKERS

A. Opening van de conferentie door mevrouw Pany Yathotou, voorzitter van de Nationale assemblee van Laos

Naast de traditionele verwelkoming, wordt de deelname van Australië, Nieuw-Zeeland, Myanmar

de la Nouvelle-Zélande, de la Birmanie et de la Russie à cette conférence en tant que membres à part entière.

Le thème central de cette rencontre est le développement durable, qui est une priorité tant en Asie qu'en Europe. Ce thème met en exergue l'ambition des pays des deux continents de tendre vers l'objectif d'une vie meilleure, basée sur l'entente réciproque et la coopération en vue de promouvoir la prospérité dans le monde entier.

L'Asie et l'Europe entretiennent des contacts depuis un millénaire. L'Europe a toujours pleinement soutenu le développement des pays asiatiques. Ensemble, ces deux continents peuvent peser sur le maintien de la paix mondiale et le développement aux niveaux régional et global.

L'Asie est très peuplée, dispose d'abondantes matières premières et connaît une croissance économique forte et rapide. L'Europe, elle, se compose de nombreux pays de mieux en mieux intégrés; elle peut s'appuyer sur une expertise scientifique et technologique moderne.

Les moyens de transport et de communication modernes permettent plus que jamais aux deux continents de collaborer et de se soutenir mutuellement. À cet égard, les contacts noués dans le cadre de l'ASEM et de l'ASEP revêtent une grande importance.

L'ASEP, plate-forme pour les parlements, compte aujourd'hui pas moins de quarante-sept États membres et sera bientôt rejointe par de nouveaux États. Cette plate-forme est donc particulièrement appropriée pour débattre des nouveaux problèmes mondiaux tels que la crise économique et financière, le changement climatique, la sécurité alimentaire, etc.

Un thème tient particulièrement à cœur à de nombreux pays: le changement climatique. Nombre de pays, dont le Laos, sont confrontés à des effets parfois catastrophiques, comme des inondations, tempêtes, tsunamis, sécheresse, réchauffement de la terre, etc. Tous ces éléments constituent une menace pour l'humanité et pour le bien-être. À cela vient s'ajouter la crise économique et financière des dix dernières années, avec ses graves conséquences pour la sécurité et la stabilité dans les deux continents. Ces deux thèmes occuperont donc une place centrale au cours de la 7^e conférence de l'ASEP.

En ce qui concerne la sécurité alimentaire dans le cadre du changement climatique, le Laos tient, en tant que président de l'ASEP, à formuler les remarques suivantes. Cette problématique a des conséquences non seulement pour l'économie et le bien-être des personnes, mais aussi pour la paix et la sécurité dans le monde. Il est dès lors vital que les pays coopèrent pour y faire face. À cet égard, il faut trouver un juste équilibre entre développement et protection de l'environnement. Les pays en développement doivent

en Rusland benadrukt die aan deze vergadering voor het eerst als volwaardig lid zullen deelnemen.

Centraal thema voor deze conferentie is de duurzame ontwikkeling die zowel in Azië als in Europa hoog op de agenda staat. Dit thema benadrukt de ambitie van de landen in beide werelddelen om te streven naar een beter leven gebaseerd op wederkerige verstandhouding en samenwerking om zo welvaart te brengen over heel de wereld.

De contacten tussen Azië en Europa zijn al duizend jaar oud. Europa heeft steeds de ontwikkeling van de Aziatische landen ten volle gesteund. Samen kunnen beide werelddelen hun stempel drukken op het behoud van de wereldvrede en de ontwikkeling op regionaal en globaal vlak.

Azië kent een grote bevolking, heeft vele grondstoffen en is een regio met een sterke en snelle economische groei. Europa bestaat uit vele landen die meer en meer geïntegreerd worden en kan terugvallen op een moderne wetenschappelijke en technologische kennis van zaken.

De moderne transport- en communicatiemiddelen laten beide continenten toe om nog meer dan vroeger samen te werken en elkaar te steunen. De contacten in het kader van ASEM en ASEP zijn hierbij van groot belang.

ASEP is als platform voor de parlementen gegroeid tot een groep van zevenenveertig lidstaten, en er zullen er spoedig nog bijkomen. Dit platform is dan ook uitermate geschikt om de nieuwe wereldproblemen als de economische en financiële crisis, de klimaatverandering, voedselveiligheid, enz., te bespreken.

Eén thema staat vele landen na aan het hart, en dat is de klimaatverandering. Vele landen, waaronder Laos, zijn geconfronteerd met soms catastrofale gevolgen als overstromingen, stormen, tsunami, droogte, opwarming van de aarde enzovoort. Dit alles vormt een bedreiging voor de mensheid en het menselijk welzijn. Daarnaast is er ook de economische en financiële crisis van de laatste 10 jaar die zware gevolgen heeft voor de veiligheid en stabiliteit in beide werelddelen. Deze twee thema's zullen dan ook centraal staan tijdens de 7e ASEP vergadering.

Wat voedselveiligheid betreft in het kader van de klimaatverandering, wil Laos als ASEP voorzitter de volgende opmerkingen maken. Deze problematiek heeft niet enkel gevolgen voor de economie en het welzijn van de mensen, maar ook voor de vrede en veiligheid in de wereld. Samenwerking tussen de landen is dan ook van vitaal belang om dit het hoofd te bieden. Hierbij moet een evenwicht worden gevonden tussen ontwikkeling en de bescherming van het leefmilieu. Ontwikkelingslanden moeten een strategie

élaborer une stratégie conciliant l'agriculture avec la politique foncière, l'accès à l'eau, au capital, aux débouchés et à la technologie. La communauté internationale doit favoriser l'émergence d'un commerce équitable et axé sur l'économie de marché. La coopération est aussi cruciale pour une politique correcte de production, de stockage des réserves et de distribution.

Il apparaît clairement que la dette publique est une des menaces majeures pour la stabilité économique et financière dans le monde. La collaboration entre l'Europe et l'Asie est essentielle. Il revient spécifiquement aux parlements de contrôler leur propre gouvernement et de l'encourager à mener une politique financière saine.

Les catastrophes naturelles constituent un problème de taille en Asie. L'Europe peut contribuer à la mise au point d'un système de gestion efficace en temps de crise humanitaire. Son expertise dans ce domaine est la bienvenue.

La collaboration entre l'Asie et l'Europe est capitale pour l'avenir de l'humanité, et l'ASEP ne manquera pas d'apporter sa pierre à l'édifice.

B. Exposé de M. Thongsing Thammavong, premier ministre du Laos

La présence de nombreux États membres de l'ASEP et l'élargissement à quatre nouveaux pays attestent l'importance de la coopération entre l'Asie et l'Europe et la bonne entente qui règne actuellement. Les Parlements de l'ASEP représentent ensemble 4,7 milliards de personnes, soit environ 65 % de la population mondiale.

La présidence souhaite que les thèmes de cette conférence reflètent bien les intérêts de ces personnes. Cela concerne en premier lieu le renforcement de la collaboration économique et commerciale. Car ensemble, on est capable de bien plus que chacun de son côté. C'est une nécessité surtout dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Le changement climatique est un facteur déterminant à cet égard.

Il est en outre nécessaire de garantir à la population des deux continents une meilleure sécurité, assortie d'un meilleur niveau de vie. Pour ce faire, il faut élaborer une politique de développement et de coopération très pointue.

Il est clair que la crise financière mondiale actuelle a durement frappé l'Asie et l'Europe. L'ASEP devra elle aussi se pencher sur la question de savoir comment conjurer cette crise. En l'espèce aussi, les mots clés sont la durabilité, la coopération et le développement. Il faut trouver un bon équilibre entre, d'une part, les aspirations socioéconomiques et, d'autre part, la

uitwerken die landbouw samenbrengt met landbeleid, toegang tot water, kapitaal, afzetmarkten en technologie. De internationale gemeenschap moet zorgen voor een eerlijke marktgerichte handel. Samenwerking is ook cruciaal voor een correct beleid betreffende productie, opslag van reserves en distributie.

Op het vlak van het beheer van de openbare schuld, is het duidelijk dat dit één van de grootste bedreigingen is van de economische en financiële stabiliteit in de wereld. Samenwerking tussen Europa en Azië is essentieel. Specifiek voor de parlementen is de taak weggelegd om de eigen regering te controleren en aan te sporen om een gezond financieel beleid te voeren.

Natuurrampen vormen een groot probleem in Azië. Europa kan bijdragen tot de ontwikkeling van een efficiënt managementsysteem in tijden van humanitaire crisis. De expertise op dat vlak is van harte welkom.

De samenwerking tussen Azië en Europa is van groot belang voor de toekomst van de mensheid. ASEP zal zeker zijn steentje daartoe bijdragen.

B. Uiteenzetting door de heer Thongsing Thammavong, eerste minister van Laos

De aanwezigheid van vele lidstaten van ASEP en de uitbreiding met vier nieuwe landen bewijst het belang van de samenwerking tussen Azië en Europa en de goede verstandhouding die er thans bestaat. Samen vertegenwoordigen de Parlementen van ASEP 4,7 miljard mensen, ongeveer 65 % van de wereldbevolking.

Het voorzitterschap wil de belangen van deze mensen weerspiegeld zien in de thema's van deze conferentie. In de eerste plaats betreft het de versterking van de economische en commerciële samenwerking. Samen kan er immers veel meer dan elk apart. Vooral op het vlak van landbouw en voedselveiligheid is dit een noodzaak. De klimaatverandering is hierbij een bepalende factor.

Verder is er ook de noodzaak om aan de bevolking van beide continenten meer veiligheid te garanderen gecombineerd met een betere levensstandaard. Hiervoor moet een doorgedreven ontwikkelings- en samenwerkingspolitiek worden uitgebouwd.

Het is duidelijk dat de huidige globale financiële crisis hard heeft toegeslagen in Azië en Europa. Ook ASEP zal zich moeten buigen over de vraag hoe deze crisis bezworen kan worden. Sleutelwoorden zijn ook hier duurzaamheid, samenwerking en ontwikkeling. Hierbij moet een goede balans gevonden worden tussen enerzijds de socio-economische verzuchtingen

protection de l'environnement. Les objectifs du millénaire pour le développement, à atteindre d'ici 2015, sont plus qu'indicatifs à cet égard.

En novembre 2012, le Laos accueillera aussi la 9^e conférence de l'ASEM, en pleine préparation. L'ASEP constituera une bonne préparation dans cette perspective. Il est à espérer que les résultats de cette conférence seront un gage de réussite pour l'ASEM.

C. Exposé de M. Rik Torfs, sénateur belge et représentant de la 6^e conférence de l'ASEP

En tant que bras parlementaire de l'ASEM, l'ASEP revêt une grande importance pour l'approfondissement des relations entre les parlements des pays orientaux et occidentaux.

La 6^e réunion du partenariat interparlementaire Asie-Europe (ASEP VI) s'est tenue à Bruxelles, sous la présidence belge, les 26 et 27 septembre 2010. Les débats ont porté, d'une part, sur les structures de gouvernance mondiale de la finance et de l'économie et, d'autre part, sur les aspects sociaux, économiques et environnementaux du développement durable.

Pendant la conférence, la présidence belge a mis en exergue le fait que tous les citoyens européens et asiatiques devaient avoir les mêmes droits et obligations en matière de santé publique, d'enseignement, de solidarité et d'administration locale. Une grande attention a également été accordée au rôle de la femme dans la société. Enfin, l'accent a aussi été mis sur les relations privilégiées qui unissent l'Europe, l'Asie et l'Afrique.

Il est clair qu'en 2010, l'ordre du jour avait déjà été dicté par la crise économique et financière. Il n'en va malheureusement pas autrement aujourd'hui en raison de la crise qui perdure au sein et en dehors de la zone euro. Pour en venir à bout, il est indispensable de mener une politique adéquate. À cet égard, les parlements, en tant qu'organes de contrôle des gouvernements nationaux, ont un rôle important à jouer.

Un autre thème phare en 2010 avait été le contrôle et la régulation du secteur financier, avec comme maîtres mots des mécanismes d'alerte précoce et l'échange d'informations. Un tel système doit être instauré et respecté par tous les pays, y compris les États-Unis.

Depuis lors, le secteur financier a déjà retrouvé une certaine stabilité, mais l'efficacité du contrôle des agences de notation et l'élaboration de règles contraignantes pour le capital continuent de faire débat. Par ailleurs, la réforme du FMI était un thème important à l'époque et l'est toujours aujourd'hui.

en de bescherming van het leefmilieu. De « *Millennium Development Goals* », te bereiken tegen 2015, zijn hiervoor meer dan richtinggevend.

In november 2012 zal Laos ook gastheer zijn van de 9e ASEM — vergadering. Alles wordt hiervoor thans in gereedheid gebracht. ASEP zal hiervoor een goede voorbereiding vormen. Hopelijk zullen de resultaten van deze conferentie mee het succes van ASEM kunnen bepalen.

B. Uiteenzetting door de heer Rik Torfs, Belgisch senator en vertegenwoordiger van de 6e ASEP

ASEP is als parlementaire dimensie van ASEM van groot belang voor de uitdieping van de betrekkingen tussen de parlementen van de landen in oost en west.

ASEP VI vond onder Belgisch voorzitterschap plaats in Brussel op 26 en 27 september 2010. Tijdens deze vergadering werden enerzijds de financiële en economische beleidsstructuren in de wereld besproken; anderzijds werd ook ingegaan op de sociale, economische en leefmilieu-aspecten van duurzame ontwikkeling.

Het Belgische voorzitterschap heeft tijdens de conferentie de nadruk gelegd op het feit dat alle Europese en Aziatische burgers dezelfde rechten en plichten moeten hebben op het vlak van volksgezondheid, onderwijs, solidariteit en lokaal bestuur. Daarenboven ging er veel aandacht naar de rol van de vrouw in de samenleving. Tot slot werden ook de bevoorrechte relaties tussen Europa, Azië en Afrika benadrukt.

Het is duidelijk dat de economische en financiële crisis al in 2010 de agenda bepaalde. Jammer genoeg is dit vandaag nog steeds het geval gezien de aanhoudende crisis in de eurozone en daarbuiten. Een goed beleid is noodzakelijk om de crisis te bedwingen. Hierbij spelen de parlementen als controleorganen van de nationale regeringen een belangrijke rol.

Een ander punt dat in 2010 werd benadrukt was de controle en regulering van de financiële sector. « *Early Warning* » en « *Information Sharing* » waren de sleutelwoorden. Dit systeem moet door alle landen, en dus ook de Verenigde Staten, worden ingevoerd en nageleefd.

Stabiliteit in de financiële sector werd intussen al teruggevonden. Maar een meer efficiënte controle op de ratingagentschappen of dwingende regels betreffende kapitaal, zijn nog steeds punten van discussie. Ook de hervorming van het IMF was toen en blijft ook vandaag een belangrijk onderwerp.

En ce qui concerne le développement durable, il a fallu constater qu'une définition universelle de la durabilité faisait défaut. Le Rapport Brundtland, publié en 1987, évoque un développement qui permet de « répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations à venir de satisfaire les leurs ». Il est évident que cela n'est pas toujours facilement conciliable avec l'action politique, qui ne tient parfois compte que du court terme.

L'un des principaux défis pour l'avenir est la lutte contre la pauvreté. La cohésion sociale doit également être développée plus avant. Dans un monde qui est en perpétuelle évolution et va de plus en plus vite, un développement économique durable est l'un des principaux défis qui se posent aux pays d'Asie et d'Europe. Les Parlements, en tant que représentants de la population, jouent un rôle central dans la définition de ce développement.

La déclaration finale de la 6^e conférence de l'ASEP tenue en 2010 renvoie à l'engagement de tous les membres de l'ASEM de promouvoir la paix, la stabilité et la prospérité dans le monde. Les armes de destruction massive doivent disparaître. Un monde dénucléarisé doit être l'objectif poursuivi par tous.

Une autre conclusion concernait la nécessité de renforcer la coopération entre les pays de l'ASEM sur le plan de l'innovation technologique, de la science et des TIC.

Une attention particulière a été accordée à la lutte contre la piraterie maritime, principalement sur les routes commerciales qui relient l'Europe et l'Asie. En 2012, il semble enfin que ce problème commence à être maîtrisé.

En 2010, le thème de l'égalité entre les femmes et les hommes avait été examiné de manière approfondie. Pour que cette égalité se concrétise, il faut que les femmes se voient confier davantage de responsabilités dans le monde pour relever les défis économiques et sociaux qui se posent. Ce n'est malheureusement pas encore le cas dans tous les pays membres de l'ASEP. Des discriminations sont à déplorer en matière de travail, d'enseignement et de santé. De plus, les femmes (et les enfants) sont trop souvent les premières victimes des violences de la guerre.

Les femmes doivent avoir la possibilité de prendre leur destin en main. Pour cela, il faut lutter contre la pauvreté et faire de l'égalité des genres un mot d'ordre. Cela devrait permettre notamment de réduire le taux de mortalité à l'accouchement et d'améliorer la médecine reproductive. Il faut également bannir les pratiques qui consistent à utiliser les femmes et les enfants comme armes de guerre.

Wat duurzame ontwikkeling betreft, was er de vaststelling dat er geen universele definitie bestond van wat duurzaam is. Het « Brundtland » Rapport van 1987 spreekt van « ...*development meeting the needs of the present generation without compromising the ability of future generations to meet theirs* ». Dat dit niet altijd even eenvoudig te verzoenen is met de soms kortzichtige manier van werken in de politiek, is evident.

Eén van de belangrijkste uitdagingen voor de toekomst is de bestrijding van armoede. Ook sociale cohesie moet verder worden ontwikkeld. In een steeds maar sneller draaiende wereld vormt een duurzame economische ontwikkeling één van de grootste uitdagingen voor landen in Azië en Europa. De Parlementen als vertegenwoordigers van de bevolking, spelen in de definiëring hiervan een centrale rol.

In de slotverklaring van de 6e ASEP in 2010 werd verwezen naar het engagement van alle leden van ASEM voor een wereld gekenmerkt door vrede, stabiliteit en voorspoed. Massavernietigingswapens moeten verdwijnen. Een kernvrije wereld moet het doel zijn van allen.

Een andere conclusie betrof de noodzaak om samenwerking te versterken tussen de landen van ASEM op het vlak van technologische innovatie, wetenschap en ICT.

Er werd bijzondere nadruk gelegd op de bestrijding van piraterij op zee, vooral op de handelsroutes die Europa en Azië met elkaar verbinden. Anno 2012 lijkt dit probleem eindelijk onder controle te raken.

In 2010 is men uitgebreid ingegaan op de gelijkheid tussen man en vrouw. Om dit te bereiken, moeten vrouwen meer verantwoordelijkheid krijgen in de wereld om de sociale en economische uitdagingen aan te gaan. Jammer genoeg is dit nog steeds niet in al de lidstaten van ASEP het geval. Er is discriminatie op het vlak van werk, onderwijs en gezondheid, en al te vaak zijn vrouwen (en kinderen) de eerste slachtoffers van oorlogsgeweld.

Vrouwen moeten de mogelijkheid krijgen om hun lot in eigen handen te nemen. Armoede moet hierbij worden bestreden, gendergelijkheid is het ordewoord. Dit moet onder andere leiden tot een terugdringen van de sterftegraad bij bevallingen en een verbetering van de reproductieve geneeskunde. Het misbruik van vrouwen en kinderen als oorlogswapen is ook te verwerpen.

L'égalité entre les femmes et les hommes doit être recherchée dans tous les secteurs de la société, à savoir en matière politique, économique, culturelle et sociale.

Un dernier point débattu lors de la conférence de l'ASEP organisée à Bruxelles en 2010 concernait la protection de la diversité culturelle dans le monde et l'importance de celle-ci pour l'innovation, l'inspiration et le progrès.

L'ASEP est un excellent exemple de diplomatie parlementaire. Les rencontres entre les parlements des pays d'Asie et d'Europe permettent d'acquérir une meilleure compréhension de la situation dans son propre pays et d'exercer des pressions sur son gouvernement en meilleure connaissance de cause. En développant plus avant l'ASEP, on ne peut qu'améliorer la situation dans chaque partie du globe et favoriser le dialogue entre les deux continents.

III. PREMIÈRE TABLE RONDE : LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES

A. La sécurité alimentaire dans le monde

La sécurité alimentaire est un débat complexe mais extrêmement important. Un milliard de personnes souffrent de la faim. Se nourrir devrait être un droit humain fondamental pour tous. Pourtant, l'insécurité alimentaire est un véritable « tsunami silencieux ».

Il est clair qu'il faut s'atteler à ce problème aux niveaux bilatéral, régional et international, et par le biais de l'ASEM et de l'ASEP. Il ne fait aucun doute non plus que seul le développement peut apporter une solution de fond qui permettra d'éviter les crises alimentaires. Ce développement doit passer, entre autres, par une amélioration de la productivité, notamment grâce à la recherche et à l'utilisation de technologies plus innovantes. Le secteur privé a un rôle crucial à jouer en la matière.

Une autre partie de la solution réside dans la libéralisation du commerce des produits agricoles, comme cela a été reconnu dans le cadre des négociations menées sous l'égide de l'OMC, du G20 et de l'ONU.

La sécurité alimentaire est étroitement liée au changement climatique. Les catastrophes naturelles se font plus fréquentes et plus graves, et la production alimentaire en pâtit. Mais, aussi importante que soit la lutte contre le changement climatique, la sécurité alimentaire constitue une priorité absolue.

Une exploitation adéquate de la terre et de l'eau est également importante. L'accès à l'eau étant essentiel en agriculture, la sécheresse comme les inondations peuvent avoir des conséquences catastrophiques. La

In alle geledingen van de maatschappij moet de gelijkheid tussen man en vrouw worden nagestreefd: op politiek, economisch, cultureel en sociaal vlak.

Een laatste punt besproken tijdens de ASEP conferentie in Brussel in 2010 betrof de bescherming van de culturele diversiteit in de wereld en het belang hiervan voor innovatie, inspiratie en vooruitgang.

ASEP is een uitstekend voorbeeld van parlementaire diplomatie. Door de parlementen van Azië en Europa samen te brengen, kan een beter begrip ontstaan voor de situatie in eigen land, en kan met meer kennis van zaken druk worden uitgeoefend op de eigen regering. Een verdere ontwikkeling van ASEP zal de toestand in elk werelddeel en de dialoog tussen beide continenten alleen maar ten goede komen.

III. EERSTE PANEL : ECONOMISCHE AAN-GELEGENHEDEN

A. Voedselveiligheid voor de wereld

Voedselveiligheid is een complex maar uiterst belangrijk globaal debat. Één miljard mensen leven in extreme hongersnood. Voedsel voor iedereen zou nochtans een basismensenrecht moeten zijn. Nochtans wordt (het gebrek aan) voedselveiligheid wel eens de « stille tsunami » genoemd.

Het is duidelijk dat dit probleem op bilateraal, regionaal en internationaal vlak moet worden aangepakt, ook via ASEM en ASEP. Tevens is het evident dat enkel ontwikkeling een fundamentele oplossing aan de voorkoming van voedselcrisisen kan bieden. Deze ontwikkeling moet ook een verbetering van de productiviteit inhouden, onder andere via onderzoek en het gebruik van meer innovatieve technologieën. De rol van de private sector is hierbij van het grootste belang.

Een ander deel van de oplossing is de liberalisering van de handel van landbouwproducten. Dit is ook erkend tijdens de onderhandelingen van de WHO, de G20 en de VN.

Voedselveiligheid is nauw verbonden met klimaatverandering. Natuurrampen komen meer voor en zijn erger, wat nefast is voor de voedselproductie. Maar hoe belangrijk de strijd tegen de klimaatverandering ook is, de voedselveiligheid heeft absolute prioriteit.

Het correct gebruik van land en water speelt ook een belangrijke rol. Toegang tot water voor landbouw is essentieel, en droogte of overstromingen kunnen rampzalig zijn. Het verlies van landbouwgrond voor

perte de terres agricoles en faveur de l'industrie ou de l'exploitation minière ne peut se faire de manière débridée. L'utilisation de terres agricoles pour la production de biocarburant ou d'huile de palme est également un sujet de discussion.

Les prix alimentaires ont fortement augmenté ces dernières années et cette évolution se maintiendra durant les quatre prochaines décennies. Cela représente un risque majeur pour les personnes qui vivent dans des pays où le revenu de base moyen est faible.

La qualité de l'alimentation est un autre point auquel il faut être attentif. Le coût de l'alimentation peut rester abordable grâce aux aliments génétiquement modifiés, mais la santé ne peut pas être mise en péril. Un équilibre doit être trouvé entre la production agricole et la production industrielle.

La population mondiale connaît une croissance exponentielle. D'ici à 2050, la production alimentaire devra doubler, sans quoi la demande ne pourra plus être satisfaite. L'un des moyens d'y parvenir est de valoriser le rôle des femmes dans les sociétés agraires, où elles représentent 43 % de la main-d'œuvre. L'exode rural des hommes qui partent chercher du travail en ville est une tendance claire qui indique qu'à l'avenir, la production alimentaire reposera à l'évidence surtout sur les épaules des femmes.

D'autres éléments permettent de garantir la sécurité alimentaire à l'avenir, notamment l'élaboration de systèmes d'alerte précoce en cas de risque de pénurie alimentaire, une coordination de la production à une échelle beaucoup plus grande qu'aujourd'hui, l'élaboration d'un système de distribution plus cohérent et plus équitable, le renforcement d'organisations telles que la FAO, la lutte contre la spéculation alimentaire, le développement d'une production agricole à plus haute valeur ajoutée, le renforcement des contrôles exercés par les pouvoirs publics, etc.

B. La crise internationale de la dette

Les problèmes actuels de déficits budgétaires et de dette publique ont gravement nui à la stabilité macro-économique, à la croissance et à la répartition des revenus. En outre, il est clair que la seule solution fonctionnelle pour surmonter le ralentissement mondial de la croissance qui sévit actuellement est une approche globale coordonnée. Cela signifie que les gouvernements et les parlements nationaux ne peuvent plus résoudre ces problèmes en faisant cavalier seul. Même une Europe forte est incapable de régler seule la situation. Il suffit de souligner que plus de 50 % des exportations asiatiques sont destinées à l'Europe pour comprendre que la seule manière de mettre fin à cette crise globale consiste en une approche mondiale suscitant la collaboration entre pays développés et en développement.

industrie of mijnbouw mag niet ongebreideld gebeuren. Het gebruik van landbouwgrond voor de productie van biobrandstof of palmolie is ook een punt van discussie.

De voedselprijzen zijn de afgelopen jaren fel gestegen. Deze evolutie zal ook de komende 40 jaar aanhouden. Dit houdt een groot risico in voor mensen die in landen leven met een laag gemiddeld basisinkomen.

Voedselkwaliteit is ook een aandachtspunt. Genetisch gemodificeerd voedsel kan alles betaalbaar houden, maar mag de gezondheid niet in gevaar brengen. Er moet een evenwicht gevonden worden tussen de landbouwproductie en de industriële productie.

De wereldbevolking neemt explosief toe. Tegen 2050 dient de voedselproductie te verdubbelen, wil men voldoen aan de vraag. Één van de elementen om dit te bereiken is de ontsluiting van de vrouw in een agrarische maatschappij, die hierin 43 % van de werkrachten uitmaken. Aangezien er een duidelijke tendens is dat mannen naar de steden trekken of migreren op zoek naar werk, is het duidelijk dat het vooral de vrouw zal zijn die zal moeten instaan voor de voedselproductie.

Andere elementen om de voedselveiligheid in de toekomst te verzekeren, zijn onder andere de uitbouw van «*Early Warning*» — systemen als er voedselschaarste dreigt, een coördinatie van de productie op een veel grotere schaal dan vandaag, de uitbouw van een meer coherent en eerlijk distributiesysteem, versterking van organisaties als de FAO, de bestrijding van speculatie op voedsel, de ontwikkeling van een landbouwproductie met een hogere toegevoegde waarde, meer controle door de overheid, enz.

B. De internationale schuldencrisis

De huidige problemen rond begrotingstekorten en openbare schuld, hebben de macro-economische stabiliteit, groei en inkomensverdeling zeer zwaar beïnvloed. Daarenboven is het duidelijk dat in de huidige wereldwijde groeivertraging enkel een gecoördineerde globale aanpak kan helpen. Dit wil zeggen dat nationale regeringen en parlementen niet langer op eigen houtje deze problemen kunnen oplossen. Zelfs een sterk Europa kan deze toestand niet alleen verhelpen. Het is voldoende te vermelden dat meer dan 50 % van de Aziatische export bestemd is voor Europa, om te besluiten dat enkel een wereldwijde aanpak en een samenwerking tussen ontwikkelde en ontwikkelingslanden een einde kan maken aan deze allesomvattende crisis.

L'un des mots d'ordre pour juguler l'explosion de la dette publique est la transparence. Il faut revoir la législation afin de mettre en place une politique fiscale claire et efficace, garante d'un développement durable de la société et d'un accès aux besoins de base tels que l'enseignement, l'eau potable et les soins de santé. Un pays doit également être géré en bon père de famille : il faut trouver un équilibre subtil entre emprunts et dépenses, entre discipline fiscale et dépenses publiques.

Les investissements à long terme ne se justifient que s'ils débouchent sur une croissance économique durable, à condition que la classe politique, elle aussi, élabore une vision à long terme et la respecte. Malheureusement, c'est souvent dans ce domaine que le bât blesse.

Les économies asiatiques ont tiré les leçons qui s'imposaient de la crise financière asiatique des années nonante. Les décideurs politiques européens peuvent mettre à profit cette expérience pour imaginer les nouveaux mécanismes européens de prévention et de lutte contre la crise financière. Cela signifie en effet que seul un filet de sécurité financier mondial permettra de relancer l'économie mondiale et de restaurer la stabilité macroéconomique.

Les responsables politiques asiatiques et européens doivent se réunir pour échanger leurs expériences et apprendre comment gérer au mieux la dette publique.

Les gouvernements doivent mener une politique prudente dans le domaine de la dette publique et recueillir un maximum d'informations probantes pour suivre de près l'évolution de l'économie mondiale. La politique fiscale, la politique monétaire et le contrôle du secteur financier sont d'une importance cruciale.

Il faut mettre en place une coopération formelle entre les pays européens et asiatiques pour qu'ils améliorent ensemble le cadre régulateur et acquièrent davantage de connaissances dans le domaine de la gestion de la dette publique.

C'est aux parlements qu'il incombe d'inciter leurs propres gouvernements à prendre de telles initiatives. Ce n'est qu'en agissant de la sorte que les membres des gouvernements cesseront de se focaliser uniquement sur la prochaine échéance électorale dans leur propre pays.

Eén van de ordewoorden om een einde te maken aan de overdreven openbare schuld is transparantie. De wetgeving moet worden herzien om een duidelijke en efficiënte fiscale politiek te voeren die kan zorgen voor een duurzame ontwikkeling van de maatschappij en die een garantie is voor toegang tot basisbehoeften als onderwijs, drinkwater en gezondheidszorg. Tevens moet men een land leiden als een goed huisvader : er moet een subtiel evenwicht worden gevonden tussen lenen en uitgeven, tussen fiscale discipline en overheidsuitgaven.

Investerings op langere termijn kunnen enkel zinvol zijn om duurzame economische groei te bewerkstelligen, wanneer ook politici een langere termijnvisie durven te ontwikkelen en na te leven. Hier wringt jammer genoeg geregeld het schoentje.

De Aziatische economieën hebben harde lessen getrokken uit de Aziatische financiële crisis van de jaren negentig. Van deze kennis kunnen de Europese beleidsmakers gebruik maken bij de uitbouw van de nieuwe Europese mechanismen ter bestrijding en voorkoming van de financiële crisis. Het komt er immers op neer dat enkel een wereldwijd financieel veiligheidsnet kan zorgen dat de wereldeconomie terug aantrekt en de macro-economische stabiliteit wordt hersteld.

Aziatische en Europese beleidsliden moeten samenkomen om ervaringen uit te wisselen over en lessen te trekken uit de manier waarop de openbare schuld wordt beheerd.

Regeringen moeten een voorzichtig beleid voeren op het gebied van openbare schuld, en alle mogelijke juiste informatie verzamelen om de evolutie van de wereldeconomie op de voet te volgen. Fiscaal beleid, monetair beleid en controle op de financiële sector zijn cruciaal.

Er moet een formele samenwerking komen tussen Europese en Aziatische landen om elkaars regelgevend kader te verbeteren en meer kennis te verwerven op het vlak van het beheer van de openbare schuld.

Het is aan de parlementen om de eigen regeringen te motiveren dit te doen. Enkel zo zullen de regeringsleden verder kunnen kijken dan de volgende verkiezingsdatum in eigen land.

IV. DEUXIÈME TABLE RONDE: LES MATIÈRES SOCIALES ET L'ENVIRONNEMENT

Actuellement, des centaines de millions de personnes sont exposées à des catastrophes naturelles (tremblements de terre, tempêtes, tsunamis, inondations, etc.). Tous ces événements hypothèquent et parfois même bloquent le développement d'un pays. Pour bon nombre d'entre eux, il n'est donc pas évident de réaliser les objectifs de développement qu'ils se sont assignés, à moins d'intégrer la limitation des risques encourus lors de catastrophes dans les stratégies élaborées pour le développement et la lutte contre la pauvreté.

Les catastrophes naturelles ont de graves conséquences sur la vie humaine, la propriété et l'environnement, et elles ignorent les frontières. En outre, le changement climatique représente un défi global. Il est clair qu'un pays ne peut pas surmonter seul les problèmes d'environnement ou de développement socioéconomique.

Il existe d'ores et déjà de nombreux mécanismes de coopération interrégionale et internationale, notamment dans le cadre des Nations unies (UNISDR), de l'ASEAN (ADMMER et AHA) et de l'Union européenne (ECHO). Il convient de renforcer cette coopération, qui doit se concrétiser dans le domaine de la lutte contre le changement climatique, de l'approche globale des crises, de l'aide d'urgence lors de catastrophes, de la reconstruction et du soutien d'initiatives locales pour lutter contre les catastrophes et les éviter si faire se peut.

L'ASEM (dialogue Asie-Europe) est l'organe *ad hoc* permettant à l'Europe et à l'Asie de réagir de manière coordonnée aux catastrophes naturelles et aux crises humanitaires. Il convient à cet égard de se focaliser sur différents éléments: la limitation des risques de catastrophes, l'échange de connaissances et d'informations, l'enseignement dispensé à la population locale, les mécanismes qualifiés de « *Early Warning* » (alerte précoce), les capacités communes de lutte contre les catastrophes, la construction d'infrastructures capables de résister à des catastrophes, la lutte contre les épidémies apparaissant après une catastrophe, les conséquences industrielles et agricoles de catastrophes, etc.

Enfin, il faut d'urgence que les pouvoirs publics, les ONG et le secteur privé libèrent des moyens supplémentaires pour mieux préparer les pays à haut risque de catastrophes aux difficultés à venir. À cet égard, une collaboration entre le secteur public et le secteur privé peut s'avérer bénéfique. N'oublions pas non plus que la population doit être tenue au courant de ces préparatifs pour savoir comment réagir en cas de catastrophe.

IV. TWEEDE PANEL: SOCIALE AANGELEGENHEDEN EN LEEFMILIEU

Honderden miljoenen mensen zijn vandaag kwetsbaar voor natuurrampen (aardbevingen, stormen, tsunami, overstromingen, ...). Dit zijn allemaal gebeurtenissen die de ontwikkeling van een land hypothekeren en soms stopzetten. Het is dan ook niet evident om de ontwikkelingsdoelstellingen die vele landen voor zich hebben opgemaakt, te realiseren tenzij de beperking van de risico's bij rampen mee wordt geïntegreerd in de strategieën die worden opgesteld voor ontwikkeling en armoedebestrijding.

Natuurrampen hebben verstrekkende gevolgen op mensenlevens, eigendom en het milieu, en deze gevolgen houden geen rekening met landsgrenzen. Daarenboven is klimaatverandering een globale uitdaging. Het is duidelijk dat een land niet alleen kan opboksen tegen de problemen op het gebied van leefmilieu of socio-economische ontwikkeling.

Er bestaan nu al vele interregionale en internationale samenwerkingsmechanismen, onder andere in het kader van de VN (UNISDR), ASEAN (ADMMER en AHA) en de Europese Unie (ECHO). Deze samenwerking moet verder worden versterkt. Samenwerking moet concreet gebeuren op het vlak van de bestrijding van de klimaatverandering, de globale aanpak van crisissen, de noodhulp bij rampen en wederopbouw en de ondersteuning van lokale initiatieven om rampen te bestrijden en indien mogelijk te voorkomen.

ASEM is het uitgesproken orgaan om in Europa en Azië op een gecoördineerde manier om te gaan met natuurrampen en humanitaire crisissen. Hierbij moet worden gefocust op de beperking van het risico op rampen, de uitwisseling van kennis en informatie, het onderrichten van de lokale bevolking, de zogenaamde « *Early Warning* » — mechanismen, gemeenschappelijke capaciteiten voor rampenbestrijding, de bouw van infrastructuur die bestand is tegen rampen, de strijd tegen besmettelijke ziekten na een ramp, industriële en agrarische gevolgen van catastrofes, enz.

Tot slot moeten er dringend meer middelen worden vrijgemaakt door de overheid, de Ngo's en de private sector om landen met een hoog risico op rampen beter voor te bereiden op wat ooit komen zal. Hierbij kan publiek — private samenwerking een rol spelen. Men mag ook niet vergeten dat de bevolking van deze voorbereidingen op de hoogte moet worden gesteld, zodat men weet wat te doen in geval van rampen.

Il est clair que l'Asie et l'Europe ont beaucoup d'expérience en matière de prévention et de lutte contre les catastrophes. Il est dès lors primordial d'échanger rapidement ces expériences et de collaborer dans tous les domaines pour limiter à un minimum absolu les conséquences des prochaines catastrophes.

V. DÉCLARATION FINALE DE LA 7^e RÉ-UNION DE L'ASEP

La déclaration finale a été adoptée à l'unanimité. Le texte n'est disponible qu'en anglais.

The Seventh Asia-Europe Parliamentary Partnership Meeting (ASEP-7) was held on 3-4 October in Vientiane, Lao People's Democratic Republic (Lao PDR) under the theme: « Asia-Europe Parliamentary Partnership for Sustainable Development » and presided over by Her Excellency Mrs Pany YATHOTOU, Chairperson of the ASEP-7 and President of the Lao National Assembly.

In response to the invitation of the President of the National Assembly of the Lao PDR, Parliamentarians from ASEM partners namely: Australia, Austria, Belgium, Brunei Darussalam, Cambodia, China, Denmark, Finland, Germany, Hungary, India, Indonesia, Ireland, Japan, Lao PDR, Malaysia, Myanmar, New Zealand, Pakistan, the Philippines, Portugal, Republic of Korea, Russia, Singapore, Spain, Thailand, Vietnam and the European Parliament participated in the Meeting. The IMF, UNDP and UNISDR attended this Event as invited Guests of the Host Parliament.

Her Excellency Mrs Pany YATHOTOU, the Host Speaker delivered an Opening Address at the Meeting in which, she highlighted the significance of the enlarged Asia-Europe Parliamentary Partnership over more than half a decade; the demand to ensure the sustainable economic development in each country, in particular the public debt, food security, climate change and disaster management; and the need for maintaining peace and stability. The Host Speaker called upon ASEM Governments and Parliaments to strengthen the executive and legislative partnership of Asia and Europe as a forum for joint deliberation in order to address common concerns of the two continents as well as the world as the whole.

His Excellency Mr Thongsing THAMMAVONG, Prime minister of the Lao PDR delivered a Statement as Host and Chair of the 9th ASEM Summit to be held in Vientiane on 5-6 November 2012, stressing the willingness of the people in Asia and Europe to live in peace and prosperity with one another and the world at large. He further emphasized that due to various challenges faced by the two regions, it urgently required close cooperation and collaboration to

Het is duidelijk dat Azië en Europa veel ervaring hebben met rampen en de preventie en bestrijding ervan. Het is dan ook van het grootste belang dat deze ervaringen vlot worden uitgewisseld en dat er samen gewerkt moet worden op alle gebied om de gevolgen van nieuwe catastrofes tot een absoluut minimum te beperken.

V. SLOTVERKLARING VAN DE 7^e ASEP

De slotverklaring werd met éénparigheid aangenomen. Zij is enkel beschikbaar in het Engels.

The Seventh Asia-Europe Parliamentary Partnership Meeting (ASEP-7) was held on 3-4 October in Vientiane, Lao People's Democratic Republic (Lao PDR) under the theme: « Asia-Europe Parliamentary Partnership for Sustainable Development » and presided over by Her Excellency Mrs Pany YATHOTOU, Chairperson of the ASEP-7 and President of the Lao National Assembly.

In response to the invitation of the President of the National Assembly of the Lao PDR, Parliamentarians from ASEM partners namely: Australia, Austria, Belgium, Brunei Darussalam, Cambodia, China, Denmark, Finland, Germany, Hungary, India, Indonesia, Ireland, Japan, Lao PDR, Malaysia, Myanmar, New Zealand, Pakistan, the Philippines, Portugal, Republic of Korea, Russia, Singapore, Spain, Thailand, Vietnam and the European Parliament participated in the Meeting. The IMF, UNDP and UNISDR attended this Event as invited Guests of the Host Parliament.

Her Excellency Mrs Pany YATHOTOU, the Host Speaker delivered an Opening Address at the Meeting in which, she highlighted the significance of the enlarged Asia-Europe Parliamentary Partnership over more than half a decade; the demand to ensure the sustainable economic development in each country, in particular the public debt, food security, climate change and disaster management; and the need for maintaining peace and stability. The Host Speaker called upon ASEM Governments and Parliaments to strengthen the executive and legislative partnership of Asia and Europe as a forum for joint deliberation in order to address common concerns of the two continents as well as the world as the whole.

His Excellency Mr Thongsing THAMMAVONG, Prime minister of the Lao PDR delivered a Statement as Host and Chair of the 9th ASEM Summit to be held in Vientiane on 5-6 November 2012, stressing the willingness of the people in Asia and Europe to live in peace and prosperity with one another and the world at large. He further emphasized that due to various challenges faced by the two regions, it urgently required close cooperation and collaboration to

ensure the balance of socio-economic development and environmental protection.

Honourable Mr Rik Torfs, Senator of Belgium, Head of Delegation as the Host Parliament of ASEP-6 gave his Remarks at the Meeting, recalling the conclusions of the 2010 Brussels ASEP-6 Meeting while emphasising among others the importance of women's rights and equal opportunities for all.

ASEP Parliamentarians warmly welcomed Australia, Myanmar, New-Zealand and Russia as new members of ASEP.

ASEP Parliamentarians expressed their condolences and sympathy over recent natural disasters that caused loss of life and property in a number of ASEM member countries.

ASEP Parliamentarians recalled the outcomes of the previous six meetings held in Strasbourg (1996), Manila (2002), Hue City (2004), Helsinki (2006), Beijing (2008) and Brussels (2010) which laid down a strong foundation and paved the way for sharing ideas, information, knowledge and issues of common interest and concern in order to strengthen Asia-Europe Partnership for Sustainable Development.

ASEP Parliamentarians reaffirmed the commitment to continue efforts in three mutually reinforcing and interdependent pillars of sustainable development, namely economic development, social equity and environmental protection. In this regard, ASEP Parliamentarians also welcomed and endorsed the outcome of the UN Conference on Sustainable Development (Rio+20 Conference) held in Rio de Janeiro, Brazil on 20-22 June 2012, which considers the green economy as an option in sustainable development and poverty eradication, and at the same time it may also represent more active regional response to the global climate change challenges, consistent with the principle of common but differentiated responsibilities and capabilities while emphasizing the need for a true commitment by all countries to tackle climate change.

ASEP Parliamentarians expressed their concerns over the current economic and financial crisis, and recognized that food security, climate change and natural disaster are among negative impacts. Therefore, ASEP Parliamentarians emphasized the need to further enhance cooperation in dealing with public debt, food security, climate change and disaster management, resources, in particular to ensure sustainable development and poverty eradication.

Ensuring Food Security in the Current Situation of Global Climate Change

ASEP Parliamentarians expressed their concerns about food security as a complex sustainable deve-

ensure the balance of socio-economic development and environmental protection.

Honourable Mr Rik Torfs, Senator of Belgium, Head of Delegation as the Host Parliament of ASEP-6 gave his Remarks at the Meeting, recalling the conclusions of the 2010 Brussels ASEP-6 Meeting while emphasising among others the importance of women's rights and equal opportunities for all.

ASEP Parliamentarians warmly welcomed Australia, Myanmar, New-Zealand and Russia as new members of ASEP.

ASEP Parliamentarians expressed their condolences and sympathy over recent natural disasters that caused loss of life and property in a number of ASEM member countries.

ASEP Parliamentarians recalled the outcomes of the previous six meetings held in Strasbourg (1996), Manila (2002), Hue City (2004), Helsinki (2006), Beijing (2008) and Brussels (2010) which laid down a strong foundation and paved the way for sharing ideas, information, knowledge and issues of common interest and concern in order to strengthen Asia-Europe Partnership for Sustainable Development.

ASEP Parliamentarians reaffirmed the commitment to continue efforts in three mutually reinforcing and interdependent pillars of sustainable development, namely economic development, social equity and environmental protection. In this regard, ASEP Parliamentarians also welcomed and endorsed the outcome of the UN Conference on Sustainable Development (Rio+20 Conference) held in Rio de Janeiro, Brazil on 20-22 June 2012, which considers the green economy as an option in sustainable development and poverty eradication, and at the same time it may also represent more active regional response to the global climate change challenges, consistent with the principle of common but differentiated responsibilities and capabilities while emphasizing the need for a true commitment by all countries to tackle climate change.

ASEP Parliamentarians expressed their concerns over the current economic and financial crisis, and recognized that food security, climate change and natural disaster are among negative impacts. Therefore, ASEP Parliamentarians emphasized the need to further enhance cooperation in dealing with public debt, food security, climate change and disaster management, resources, in particular to ensure sustainable development and poverty eradication.

Ensuring Food Security in the Current Situation of Global Climate Change

ASEP Parliamentarians expressed their concerns about food security as a complex sustainable deve-

lopment issue, linked to health through malnutrition, but also to sustainable economic development, environment, and trade. In this regard, ASEP Parliamentarians reiterated their commitment to promote food security in terms of availability, accessibility, diversity and utilization. ASEP Parliamentarians reaffirmed that food security is heavily influenced by fair and sustainable access to, and use of water and land. ASEP Parliamentarians also stressed the importance of agriculture which remains the largest employment sector in most developing countries, and international agriculture agreements are crucial to ensure food security at national, regional and global levels.

ASEP Parliamentarians reiterated that eradicating extreme poverty, hunger and reducing malnutrition are common concern. As such, it requires an international response. In the search for global solution, ASEP Parliamentarians will closely cooperate to pursue food security policy supported by appropriate investment, including through the implementation of the outcomes of the G20 Summit on Food Security.

ASEP Parliamentarians encouraged the Governments of ASEM partners, the international institutions and the private sector to intensify joint efforts to increase food production and improve productivity through greater investment, enhanced support in capacity building and collaborative research, as well as technological development and transfer in the agricultural sector. ASEP Parliamentarians supported the promotion of triangular cooperation in agriculture, which is a good model for sustainable development.

ASEP Parliamentarians further encouraged and supported effective measures to improve the efficiency of agriculture and food production as a way to ensure food security for all ASEM partners, enhancing international policy coordination, transparency of international food market and avoiding trade protectionism. In this regard, ASEP Parliamentarians called for long-term and appropriate investment in agricultural sector, raising agricultural production and productivity as well as rural development in developing countries.

ASEP Parliamentarians expressed their concern over the scale and gravity of the negative impact of climate change affecting all countries and undermining their abilities, in particular developing countries. Therefore, ASEP Parliamentarians attached great importance in combating climate change which requires urgent and ambitious action and a strong commitment of all countries to this end, in accordance with the principles of equity and common but differentiated responsibilities, consistent with the principles of the United Nations Framework Convention on Climate Change.

lopment issue, linked to health through malnutrition, but also to sustainable economic development, environment, and trade. In this regard, ASEP Parliamentarians reiterated their commitment to promote food security in terms of availability, accessibility, diversity and utilization. ASEP Parliamentarians reaffirmed that food security is heavily influenced by fair and sustainable access to, and use of water and land. ASEP Parliamentarians also stressed the importance of agriculture which remains the largest employment sector in most developing countries, and international agriculture agreements are crucial to ensure food security at national, regional and global levels.

ASEP Parliamentarians reiterated that eradicating extreme poverty, hunger and reducing malnutrition are common concern. As such, it requires an international response. In the search for global solution, ASEP Parliamentarians will closely cooperate to pursue food security policy supported by appropriate investment, including through the implementation of the outcomes of the G20 Summit on Food Security.

ASEP Parliamentarians encouraged the Governments of ASEM partners, the international institutions and the private sector to intensify joint efforts to increase food production and improve productivity through greater investment, enhanced support in capacity building and collaborative research, as well as technological development and transfer in the agricultural sector. ASEP Parliamentarians supported the promotion of triangular cooperation in agriculture, which is a good model for sustainable development.

ASEP Parliamentarians further encouraged and supported effective measures to improve the efficiency of agriculture and food production as a way to ensure food security for all ASEM partners, enhancing international policy coordination, transparency of international food market and avoiding trade protectionism. In this regard, ASEP Parliamentarians called for long-term and appropriate investment in agricultural sector, raising agricultural production and productivity as well as rural development in developing countries.

ASEP Parliamentarians expressed their concern over the scale and gravity of the negative impact of climate change affecting all countries and undermining their abilities, in particular developing countries. Therefore, ASEP Parliamentarians attached great importance in combating climate change which requires urgent and ambitious action and a strong commitment of all countries to this end, in accordance with the principles of equity and common but differentiated responsibilities, consistent with the principles of the United Nations Framework Convention on Climate Change.

Strengthening the Asia-Europe Partnership in Public Debt for Sustainable Development

ASEP Parliamentarians realized that the world macro-economic environment has been undergoing unpredictable and difficult periods with new challenges, such as lack of confidence on, among others, financial market, constraint in recovery momentum, increased unemployment rate which, in the end, would adversely affect the well-being of the people.

ASEP Parliamentarians also acknowledged that, against the afore-mentioned backdrop, Asian and European economies and financial markets have become more integrated and inter-dependent. As such, the current Euro-zone sovereign debt crisis would not only hurt the Euro-zone but would also have major implications in Asia's economic outlook.

ASEP Parliamentarians reiterated that development programmes should be pro-growth, pro-job, pro-environment, and against poverty.

ASEP Parliamentarians stressed the importance of self-reliant fiscal efforts by each country, and enhanced cooperation between Asia and Europe to overcome the consequences of the current debt crisis, which could be seen as a significant lesson for the evolving regional economic architecture. ASEP Parliamentarians emphasized the need for ASEM partners to cooperate in experience sharing, technical assistance, and strengthening capacity building in public debt management, particularly for developing countries.

ASEP Parliamentarians welcomed all efforts made to enhance intra-regional and inter-continental cooperation to address public debt related issues, particularly the European Stability Mechanism (ESM) and the Chiang Mai Initiative Multi-lateralization (CMIM). ASEP Parliamentarians also supported G20 initiatives on the reform of international financial architecture, which would provide stability and integrity of international monetary and financial system.

ASEP Parliamentarians expressed their strong commitment to strengthen parliamentary oversight over governments » monetary policies, financial market governance and state budget expenses, which are the most crucial elements of public debt; and urged the governments of countries which either have vulnerable financial sectors, and public debts or government deficits beyond sustainable levels to introduce early warning mechanisms on financial stability to minimize the risk of increased debt levels, and large bailout packages provided to the financial sector.

ASEP Parliamentarians pledged to urge respective governments to adopt tools: ensure macro-economic policy flexibility, including for addressing asset price bubbles; maintain sustainable fiscal and debt posi-

Strengthening the Asia-Europe Partnership in Public Debt for Sustainable Development

ASEP Parliamentarians realized that the world macro-economic environment has been undergoing unpredictable and difficult periods with new challenges, such as lack of confidence on, among others, financial market, constraint in recovery momentum, increased unemployment rate which, in the end, would adversely affect the well-being of the people.

ASEP Parliamentarians also acknowledged that, against the afore-mentioned backdrop, Asian and European economies and financial markets have become more integrated and inter-dependent. As such, the current Euro-zone sovereign debt crisis would not only hurt the Euro-zone but would also have major implications in Asia's economic outlook.

ASEP Parliamentarians reiterated that development programmes should be pro-growth, pro-job, pro-environment, and against poverty.

ASEP Parliamentarians stressed the importance of self-reliant fiscal efforts by each country, and enhanced cooperation between Asia and Europe to overcome the consequences of the current debt crisis, which could be seen as a significant lesson for the evolving regional economic architecture. ASEP Parliamentarians emphasized the need for ASEM partners to cooperate in experience sharing, technical assistance, and strengthening capacity building in public debt management, particularly for developing countries.

ASEP Parliamentarians welcomed all efforts made to enhance intra-regional and inter-continental cooperation to address public debt related issues, particularly the European Stability Mechanism (ESM) and the Chiang Mai Initiative Multi-lateralization (CMIM). ASEP Parliamentarians also supported G20 initiatives on the reform of international financial architecture, which would provide stability and integrity of international monetary and financial system.

ASEP Parliamentarians expressed their strong commitment to strengthen parliamentary oversight over governments » monetary policies, financial market governance and state budget expenses, which are the most crucial elements of public debt; and urged the governments of countries which either have vulnerable financial sectors, and public debts or government deficits beyond sustainable levels to introduce early warning mechanisms on financial stability to minimize the risk of increased debt levels, and large bailout packages provided to the financial sector.

ASEP Parliamentarians pledged to urge respective governments to adopt tools: ensure macro-economic policy flexibility, including for addressing asset price bubbles; maintain sustainable fiscal and debt posi-

tion; and to develop strong prudential regulation, including for the informal banking sector and resolution mechanism for systematically important financial institutions that would help contain high-risk lending and borrowing practices.

ASEP Parliamentarians noted that sovereign debt crisis and related problems should be addressed in a responsible and timely manner, which could otherwise affect efforts to attain the Millennium Development Goals (MDGs) by 2015.

Promoting Asia-Europe Partnership in Disaster Management, Including Social Participation

ASEP Parliamentarians noted that hundreds of millions of poor people, particularly women and children, are extremely vulnerable to natural calamities, namely earthquakes, storms, tsunamis, and severe floods and droughts, which put development at risk. In this regard, ASEP Parliamentarians emphasized the importance of ensuring disaster risk reduction, and disaster management is well integrated into development and poverty reduction strategies.

ASEP Parliamentarians realized that natural disasters have widespread, cross-border impacts on human lives and the environment. Neither a single country nor a region alone can address these challenges.

ASEP Parliamentarians underscored and supported the 8thASEM's Chair Statement on the four humanitarian principles of disaster relief — humanity, impartiality, neutrality and independence — and considered these principles to be the foundation for humanitarian actions.

ASEP Parliamentarians firmly supported the existing inter-regional and international cooperation mechanisms, namely the United Nations Office for Disaster Risk Reduction (UNISDR), the ASEAN Agreement on Disaster Management and Emergency Response (AADMER), ASEAN Coordinating Centre for Humanitarian Assistance on Disaster Management (AHA Centre), the Asian Disaster Reduction Centre (ADRC), the European Commission's Directorate-General on Humanitarian Aid & Civil Protection (ECHO), APEC's Emergency Preparedness Working Group (EPWG), etc ..., in a bid to reduce human and property losses. In particular, ASEP Parliamentarians supported the strengthening of cooperative measures between AHA Centre and ECHO.

ASEP Parliamentarians stressed the need for enhancing collaboration to address the impact of natural disasters through financial and technological support and capacity building in developing countries. ASEP Parliamentarians reiterated the challenge of financing disaster risk reduction, disaster relief, and

tion; and to develop strong prudential regulation, including for the informal banking sector and resolution mechanism for systematically important financial institutions that would help contain high-risk lending and borrowing practices.

ASEP Parliamentarians noted that sovereign debt crisis and related problems should be addressed in a responsible and timely manner, which could otherwise affect efforts to attain the Millennium Development Goals (MDGs) by 2015.

Promoting Asia-Europe Partnership in Disaster Management, Including Social Participation

ASEP Parliamentarians noted that hundreds of millions of poor people, particularly women and children, are extremely vulnerable to natural calamities, namely earthquakes, storms, tsunamis, and severe floods and droughts, which put development at risk. In this regard, ASEP Parliamentarians emphasized the importance of ensuring disaster risk reduction, and disaster management is well integrated into development and poverty reduction strategies.

ASEP Parliamentarians realized that natural disasters have widespread, cross-border impacts on human lives and the environment. Neither a single country nor a region alone can address these challenges.

ASEP Parliamentarians underscored and supported the 8thASEM's Chair Statement on the four humanitarian principles of disaster relief — humanity, impartiality, neutrality and independence — and considered these principles to be the foundation for humanitarian actions.

ASEP Parliamentarians firmly supported the existing inter-regional and international cooperation mechanisms, namely the United Nations Office for Disaster Risk Reduction (UNISDR), the ASEAN Agreement on Disaster Management and Emergency Response (AADMER), ASEAN Coordinating Centre for Humanitarian Assistance on Disaster Management (AHA Centre), the Asian Disaster Reduction Centre (ADRC), the European Commission's Directorate-General on Humanitarian Aid & Civil Protection (ECHO), APEC's Emergency Preparedness Working Group (EPWG), etc ..., in a bid to reduce human and property losses. In particular, ASEP Parliamentarians supported the strengthening of cooperative measures between AHA Centre and ECHO.

ASEP Parliamentarians stressed the need for enhancing collaboration to address the impact of natural disasters through financial and technological support and capacity building in developing countries. ASEP Parliamentarians reiterated the challenge of financing disaster risk reduction, disaster relief, and

developing local capacity building and improved readiness in case of disasters in line with the Hyogo Framework for Action 2005 — 2015 and other related UN Resolutions.

ASEP Parliamentarians called upon ASEM partners to make concerted efforts and utilize the international experience in disaster risk reduction, exchange of innovation and knowledge, dissemination of information and education mechanisms, disaster preparedness for effective response and recovery, early warning mechanisms, risk assessment and management, search and rescue capacities, infrastructure development associated with disaster prevention, natural and man-made hazards, health threats pandemic diseases, industrial risks, agricultural risks, rapid response and post-disaster management, and mitigation.

ASEP Parliamentarians also reiterated the need for ASEM partners to make more concerted efforts to ensure that several key areas of the disaster management such as in preparedness, response, recovery and mitigation can be met by investigating the establishment of new institutions, creating a regional framework for emergency response, mainstreaming gender-sensitive disaster risk reduction at each level of our public policy, and more importantly ensuring adequate financial support.

ASEP Parliamentarians stressed the need to mobilize additional resources and contributions from social partners for capacity building in disaster response, especially for high-risk countries in Asia and Europe; and encouraged the public-private partnership (PPP) in national and international mitigation and adaptation strategies, including promotion of public awareness and education in disaster management.

ASEP Parliamentarians also called upon ASEM partners particularly those, which are vulnerable towards disaster risks to utilize the important role of public and private sector stakeholders to help governments in the disaster risk management, including societal organisations, research and academic institutions, and media.

Other matters

ASEP Parliamentarians underscored that economic integration needs to be complemented by deepening political cooperation in addressing issues of common interest. Energy policy — both production and conservation — should have a more prominent role in Asia-Europe cooperation. Also in this respect, cooperation in transport and logistics will become increasingly important. Possibilities to use new and shorter shipping lanes between Asia and Europe through the High North are emerging.

developing local capacity building and improved readiness in case of disasters in line with the Hyogo Framework for Action 2005 — 2015 and other related UN Resolutions.

ASEP Parliamentarians called upon ASEM partners to make concerted efforts and utilize the international experience in disaster risk reduction, exchange of innovation and knowledge, dissemination of information and education mechanisms, disaster preparedness for effective response and recovery, early warning mechanisms, risk assessment and management, search and rescue capacities, infrastructure development associated with disaster prevention, natural and man-made hazards, health threats pandemic diseases, industrial risks, agricultural risks, rapid response and post-disaster management, and mitigation.

ASEP Parliamentarians also reiterated the need for ASEM partners to make more concerted efforts to ensure that several key areas of the disaster management such as in preparedness, response, recovery and mitigation can be met by investigating the establishment of new institutions, creating a regional framework for emergency response, mainstreaming gender-sensitive disaster risk reduction at each level of our public policy, and more importantly ensuring adequate financial support.

ASEP Parliamentarians stressed the need to mobilize additional resources and contributions from social partners for capacity building in disaster response, especially for high-risk countries in Asia and Europe; and encouraged the public-private partnership (PPP) in national and international mitigation and adaptation strategies, including promotion of public awareness and education in disaster management.

ASEP Parliamentarians also called upon ASEM partners particularly those, which are vulnerable towards disaster risks to utilize the important role of public and private sector stakeholders to help governments in the disaster risk management, including societal organisations, research and academic institutions, and media.

Other matters

ASEP Parliamentarians underscored that economic integration needs to be complemented by deepening political cooperation in addressing issues of common interest. Energy policy — both production and conservation — should have a more prominent role in Asia-Europe cooperation. Also in this respect, cooperation in transport and logistics will become increasingly important. Possibilities to use new and shorter shipping lanes between Asia and Europe through the High North are emerging.

Final clauses

ASEP Parliamentarians reiterated their wish to further the work of ASEP by strengthening the leadership and establishing follow-up mechanisms of the meetings, and by giving ASEP work more continuity on a national level, as outlined in the Brussels ASEP-6 Declaration 2010.

ASEP Parliamentarians fully supported key ASEM activities carried out by respective ASEM Partners, in particular the Government of the Lao PDR in preparing for the 9thASEM Summit to be held in Vientiane on 5-6 November 2012, under the theme « Friends for Peace, Partners for Prosperity » which will further strengthen ASEM cooperation and partnership. In this connection, ASEP Parliamentarians called upon all ASEM Leaders to attend the 9thASEM Summit to reflect their high commitment to the ASEM process.

ASEP-7 Delegates expressed their sincere appreciation and gratitude to the Lao National Assembly, the Government and people of the Lao PDR, in particular, the authority and people of Vientiane for their warm welcome and cordial hospitality accorded to them, as well as for excellent arrangements made for the Meeting which led to successful conclusion of the ASEP-7. ASEP Parliamentarians agreed that ASEP-8 Meeting will be held in Europe, and looked forward to the 2014 gathering.

*Le rapporteur,
Rik TORFS.*

Final clauses

ASEP Parliamentarians reiterated their wish to further the work of ASEP by strengthening the leadership and establishing follow-up mechanisms of the meetings, and by giving ASEP work more continuity on a national level, as outlined in the Brussels ASEP-6 Declaration 2010.

ASEP Parliamentarians fully supported key ASEM activities carried out by respective ASEM Partners, in particular the Government of the Lao PDR in preparing for the 9thASEM Summit to be held in Vientiane on 5-6 November 2012, under the theme « Friends for Peace, Partners for Prosperity » which will further strengthen ASEM cooperation and partnership. In this connection, ASEP Parliamentarians called upon all ASEM Leaders to attend the 9thASEM Summit to reflect their high commitment to the ASEM process.

ASEP-7 Delegates expressed their sincere appreciation and gratitude to the Lao National Assembly, the Government and people of the Lao PDR, in particular, the authority and people of Vientiane for their warm welcome and cordial hospitality accorded to them, as well as for excellent arrangements made for the Meeting which led to successful conclusion of the ASEP-7. ASEP Parliamentarians agreed that ASEP-8 Meeting will be held in Europe, and looked forward to the 2014 gathering.

*De rapporteur,
Rik TORFS.*